

Le milliardaire africain Mo Ibrahim dézingue BOA

Par AP

« **A**li Bongo n'a pas gagné cette élection. Un point un trait ! Tout le monde le sait. » Ce n'est pas un activiste partisan de Jean Ping qui s'exprime ainsi, mais l'homme d'affaires anglo-soudanais Mo Ibrahim. Cette charge a laissé sans voix le responsable de la junte chargé de la communication Alain Claude Bilié By Nzé. D'ordinaire, ce repris de justice est souvent « intraitable » lorsqu'il considère que son maître, le chef de la junte BOA, est mis en cause par une personnalité étrangère. Souvent au prix d'incidents diplomatiques à répétition, comme vient de l'apprendre à ses dépens Jean-Marc Ayrault, le ministre français des Affaires étrangères.

Le milliardaire anglo-soudanais s'exprimait à Londres lors d'une cérémonie marquant les dix ans d'existence de la Fondation Mo Ibrahim. Cette déclaration a été faite devant un parterre d'anciens chefs d'Etats et de gouvernements africains et européens, d'hommes d'affaires internationaux et d'éminents membres des sociétés civiles mondiales et la presse internationale. Autant dire qu'il a voulu éventrer une vérité connue de tous – et d'ajouter, « j'ai les chiffres, tout le monde a les chiffres », que la communauté internationale voulait doucement et sûrement faire passer au second plan, mais qui

contribuent à souiller l'honneur de tout le continent africain. Le milliardaire n'a pas voulu être complice de ce manque de « compassion ». Il a bousculé les codes pour susciter l'éveil de cette communauté internationale face à ce braquage électoral perpétré par la junte militaro-putschiste conduite par BOA au Gabon. Il y a de fortes chances qu'après ces paroles fortes, les choses évoluent différemment car Mo Ibrahim n'est pas n'importe qui.

Celui qui a créé la société de téléphonie mobile Celtel, a fait fortune il y a quelques années en la revendant au prix astronomique de 3,5 milliards de dollars, soit près de 2000 milliards de FCFA. Il a décidé aussitôt de consacrer une partie de cette fortune colossale à l'amélioration de la gouvernance politique et économique en Afrique. A savoir « débarrasser l'Afrique de ses dictatures », comme aiment à le dire certains de ses proches dans plusieurs écrits. Chaque année, la fondation créée à cet effet, décerne le prix « Mo Ibrahim » à un chef d'Etat africain qui s'est particulièrement bien illustré dans le registre de la bonne gouvernance politique et économique. Comme un signal prémonitoire pour le Gabon, cette année 2016, la Fondation Mo Ibrahim n'a couronné aucun chef du continent. Aucun d'eux à leurs yeux n'a été à la hauteur des critères, très exigeants, sur lesquels ce jury se fonde pour décerner ce précieux prix.



Mo Ibrahim est une voix puissante de la société civile africaine. Cette voix a depuis longtemps franchi les frontières du continent africain, pour être écoutée studieusement dans les principaux centres de pouvoirs mondiaux. Washington, Bruxelles, Paris, Londres, Berlin... Ce sont autant de capitales occidentales qui suivent de près les actions et déclarations de la Fondation MO Ibrahim. Sans oublier qu'à travers cette philanthropie, qui vise in fine l'amélioration des conditions de vie des populations africaines – la bonne gouvernance prônée par sa Fondation étant la condition préalable à cela –, l'homme d'affaires jouit d'une grande popularité au sein de l'opinion publique internationale. Autant dire que le chef de la junte militaro-putschiste BOA aura le plus grand mal à être reçu dans les capitales qui comptent. Si d'aventure il décidait de lever la mesure de mise en résidence surveillée qu'il s'est auto-appliquée. Ces chefs d'Etats démocra-

tiques auront à cœur de ne pas s'attirer l'opprobre de leur opinion publique en s'affichant avec quelqu'un qui a joyeusement violé de façon aussi brutale et sanglante les principes démocratiques.

Le plus grave pour le Gabon, au-delà de la petite personne du chef de la junte BOA, c'est l'impact très négatif que cette déclaration aura sur le monde des affaires. Mo Ibrahim est d'abord un modèle de succès pour les milieux d'affaires, que chacun rêve d'imiter. Sa prise de position a automatiquement un effet « afflux ou reflux » pour le grand capital international. Il fait partie de ce petit groupe de milliardaires « qui dictent » la marche financière du monde. En mettant le Gabon en index aussi sèchement, il indique par la même occasion au « grand capital » dont les représentants les plus emblématiques étaient présents à Londres lors de cette prise de parole, de s'abstenir d'investir dans un pays où quelqu'un se permet encore de voler une élection, malgré la présence d'observateurs internationaux. On comprend mieux les prédictions pessimistes de Jean Ping, le président légitime des Gabonais, lors de sa déclaration du 15 octobre, symbolisant la fin du mandat de BOA, en parlant des investisseurs qui seraient en train de fuir le Gabon. Les jours de la junte militaro-putschiste de BOA sont plus que jamais comptés.